

aux pays en bordure du Pacifique. Elle est le principal point de concentration des initiatives de promotion du commerce et de l'investissement du Canada à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

L'événement le plus important dans la politique commerciale canadienne des quatre dernières années a été la signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Cette initiative s'inspire des règles du GATT, qu'elle dépasse dans certains cas, et réalise d'importantes percées, notamment en ce qui concerne l'élimination des droits de douane, l'essor des investissements, des services, la passation des marchés et le règlement des différends, progrès qui favoriseront la libéralisation au sein du GATT.

Le Canada possède l'une des économies les plus diversifiées du monde. Fondée d'abord sur les ressources naturelles, l'économie canadienne a évolué pour devenir l'une des principales économies industrielles de la planète. Elle se situe au deuxième rang parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en ce qui a trait au produit intérieur brut (PIB) par habitant, calculé selon le pouvoir d'achat.

Tous ces atouts ont fait du Canada un lieu de prédilection pour les investisseurs étrangers. En effet, les apports directs de capitaux étrangers sont passés de 3,8 milliards de dollars canadiens en 1984 à 10,2 milliards en 1987. Ces niveaux d'investissement, accompagnés d'importants transferts de technologie et de la création de grandes entreprises en coparticipation, augmenteront en 1989 et dans les années à venir.

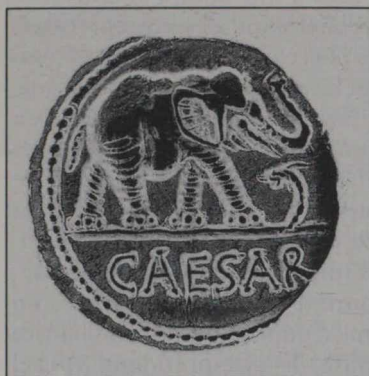
De grandes initiatives prises à l'échelle internationale, doivent stimuler cette évolution : mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, appui énergétique de l'Uruguay Round, expansion de la coopération bilatérale et industrielle avec les principaux partenaires commerciaux du Canada. Par ailleurs, le Canada vise à assurer le développement continu de ses partenaires du tiers monde en les appuyant de façon concrète dans leurs efforts de rajustements structurels, dans la mise en place de leurs infrastructures et dans la formation de leurs cadres.

À l'échelle nationale, les efforts canadiens sont axés principalement sur la poursuite des ajustements structurels et la réduction du déficit. ■

Le Canada et l'Afrique

Gestion d'entreprises pétrolières

Des « pétroliers » africains à Montréal aux HEC



Monnaie ancienne —
République Denarius — Rome —
Collection du Musée canadien de la monnaie

À l'été 1988, les 22 premiers diplômés du Programme d'Études supérieures spécialisées en gestion d'entreprises pétrolières revenaient à leurs entreprises, après avoir consacré plusieurs mois à des études de gestion. Quelques semaines plus tard, à la fin août, un nouveau groupe d'une vingtaine de participants était accueilli afin de participer au même programme, à l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal. Cette fois encore, les Africains constituaient une majorité et venaient de l'Afrique du Nord et subsaharienne : Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie, Bénin, Burundi, Cameroun, Gabon, Mali, Niger et Togo.

Le Programme en gestion d'entreprises pétrolières concrétise une décision du Sommet francophone de Paris (1986). La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (CPCAI) s'est associée à l'École des hautes études commerciales de Montréal pour offrir aux cadres des organisations du « secteur pétrole, gaz et pétrochimie » une formation supérieure spécialisée en gestion. Les études durent dix mois et conduisent au Diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion d'entreprises pétrolières.

Les participants sont formés pour assumer les responsabilités de gestion générale et acquièrent la maîtrise des concepts clés du management dans les entreprises pétrolières. Le programme de formation met l'accent sur l'importance des valeurs, des attitudes et des comportements dans l'exercice des fonctions de gestion, ce qui est considéré

comme étant aussi fondamental que les connaissances techniques.

Ce programme est le fruit d'une étroite collaboration entre l'industrie et l'université. Quelques mois avant le début de la formation, un groupe d'experts pétroliers du Canada, de Côte d'Ivoire, d'Égypte, de France, du Gabon, de Madagascar, du Maroc et du Sénégal se réunit pour discuter du projet et s'assurer que la démarche soit bien adaptée aux besoins des pays participants. Le Conseil consultatif du programme, formé de dirigeants de sociétés canadiennes comme Gaz Métropolitain, Lavalin et Petro-Canada, de sociétés multinationales comme Esso, Shell et Ultramar ou d'institutions de réputation internationale comme l'Institut français du pétrole, participe à l'élaboration de la structure et du contenu de cette formation. Il se réunit régulièrement pour en définir les orientations et politiques.

Les professionnels de l'industrie des hydrocarbures venant du Canada, des États-Unis, d'Europe et d'Afrique interviennent également dans le programme de formation. Ils sont invités à prendre part aux cours et aux séminaires, pour discuter de cas pratiques ou pour présenter des aspects techniques du contexte industriel. Les entreprises collaborent également à l'organisation des visites d'installations industrielles et des voyages d'études qui font partie du programme de formation.

Plusieurs des participants africains des deux premières promotions venaient d'administrations à vocation énergétique ou de sociétés nationales, d'autres venaient de sociétés pétrolières liées à de grands groupes internationaux comme Elf, Shell, Tenneco, Phillips Petroleum, British Petroleum ou Agip. Tous avaient travaillé pendant plusieurs années dans le domaine des hydrocarbures et étaient des cadres à haut potentiel que leur direction générale destinaient à des fonctions importantes de gestion.

L'équipe de direction du programme est regroupée au sein du Centre d'Études en administration internationale (CETAI) de l'École des hautes études commerciales qui, depuis près de vingt ans, encadre des projets et des programmes à caractère international. ■